

Grève des enseignants : pour le Cnnd "la patience a atteint ses limites"

@rib News, 17/04/2010
 DECLARATION DU PARTI CNDD AU SUJET DE LA GREVE DES ENSEIGNANTS DU
 PRIMAIRE ET DU SECONDAIRE Suite aux grèves répétitives des enseignants et face à la situation actuelle de blocage
 et les rares informations à travers les médias sont loin de tranquilliser parents et élèves plus qu'inquiets ; Le parti CNDD
 considère que la patience dans ce dossier a atteint ses limites et porte à la connaissance de l'opinion ce qui suit :
 1. Il est évident que la jeunesse constitue la priorité du Burundi de demain, le maître enseignant
 conséquemment être revalorisé, et personne ne peut rester indifférent face à une situation où les élèves ont à peine
 commencé le 2e trimestre et sont toujours à la maison en dépit du 3e, sans qu'une solution ne semble esquissée.
 2. Les quelques informations qui filtrent à travers les médias font état d'une manifeste mauvaise foi de la part de la partie
 gouvernementale car, alors qu'on croyait que la médiation allait faire vite avancer les choses, plus de deux semaines
 après qu'elle s'est mise au travail, il est étonnant de constater que ceux qui devraient négocier du côté du
 gouvernement, soit traînent les pieds, soit ne viennent pas purement et simplement aux négociations.
 3. Ce 15 avril 2010, la ministre de la fonction publique vient en appeler aux solutions arbitrales à preuve de blocage total - au moment
 même où les syndicalistes, par la voie de Mme Eularie Nibizi, en appellent aux observateurs pour qu'ils se rendent
 compte de la source de blocage.
 4. Il sied de rappeler qu'il aura fallu une grève des maîtres enseignants pour que le 12
 octobre 2009, le gouvernement pense au « calcul de la transposition » de l'ancien statut signé le 23 août 2006 pour
 entrer en vigueur le 1er janvier 2007. Depuis lors, seule une partie des arrêtés de 2009 auraient été octroyés, tandis
 que ceux de 2007 et 2008 seraient rétroactifs à 2016, pendant que l'opinion croit que les fonds auraient été budgétisés
 dans les caisses, mais utilisés à d'autres fins.
 5. Face à une situation où le gouvernement, et singulièrement le ministre en
 charge de la fonction publique, se comportent en démissionnaires sur une question aussi délicate et sensible est
 l'éducation de la jeunesse burundaise, en la traitant même dans les divers au Conseil des ministres, il importe plus que
 jamais de poser la question de savoir comment ce même gouvernement déclare quiconque veut entendre que
 « l'enseignement est gratuit au Burundi », pendant que les élèves sont confinés à la maison et leurs enseignants
 envoyés à une vie expédient. Gratuité de l'enseignement ou absence de vision et de politique du maître
 enseignant ? Les faits sont plus éloquents !!!
 POSITION DU PARTI CNDD
 1. Le parti CNDD exige que les
 premiers responsables du gouvernement, lui seul comptable de la gestion du pays, prennent la question à bras le corps
 toutes affaires cessantes, et au vu et au su de tous, au lieu de jouer aux irresponsables, en se réfugiant derrière des
 médiateurs ou autres « arbitres » pour trouver la solution à leur place.
 2. Que les ressources du pays soient
 efficacement et convenablement gérées et réparties équitablement, de façon à éviter la gabegie et le « deux poids
 mesures » au détriment des secteurs sensibles tel l'enseignement. Les nombreux dossiers de malversation pendant
 devraient exiger un minimum de sursaut de conscience de la part du gouvernement.
 3. Que l'opinion soit désabusée
 informée sans détours, notamment sur les disponibilités des écoles à tort ou à raison.
 4. En tout état de cause
 la solution de déblocage doit être trouvée sans délais dans le dessein d'éviter au grand jamais « une année blanche »
 conséquences incommensurables. Ceci passe par le respect des engagements et une bonne volonté de part et d'autre,
 particulièrement du gouvernement, en acceptant notamment le réajustement raisonnable du calendrier scolaire.
 5. Le
 CNDD demande au gouvernement de s'abstenir des solutions tendant au diktat et à d'autres manœuvres de diversion
 comme celles consistant à se tromper de vrais négociateurs par des syndicats « nouveau modèle », en passant par
 l'aggravation de la situation déjà inconfortable de l'enseignant, privé de son maigre salaire alors qu'il n'est
 de la situation en cours.
 6. Le CNDD est d'avis que les observateurs soient acceptés et recommande aux médiateurs
 d'oser dire la vérité à celle des parties à laquelle incombe la responsabilité du blocage. L'opinion burundaise a le
 droit d'être informée de l'évolution des négociations et de la médiation qui n'ont fait que trop durer.
 7. Enfin
 rappelle que cette situation n'est pas propre à assurer des élections apaisées et doit donc vite être bloquée au
 de les compromettre. C'est ainsi que le CNDD recommande aux partenaires internationaux dont le rôle est crucial dans
 la réussite de ce processus, de peser de tout leur poids sur le gouvernement afin de le contraindre à résoudre cette crise
 qui prend en otage tout le pays en hypothéquant même son avenir. Fait à Bujumbura, le 16 Avril 2010, Pour le parti
 CNDD, Honorable Léonard NYANGOMADAPU et Président du parti.